

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 27232C du rôle
Inscrit le 20 août 2010

Audience publique du 26 octobre 2010

**Appel formé par
Monsieur, ...
contre un jugement du tribunal administratif
du 21 juillet 2010 (n° 26726 du rôle)
en matière de protection internationale**

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 27232C du rôle et déposé au greffe de la Cour administrative le 20 août 2010 par Maître Katia AÏDARA, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, né le ... à ... (Iran), de nationalité iranais, demeurant actuellement à ..., dirigé contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 21 juillet 2010 (n° 26726 du rôle), l'ayant débouté de son recours tendant à la réformation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 12 février 2010 portant refus de sa demande de protection internationale et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 1^{er} septembre 2010 par le délégué du gouvernement ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Katia AÏDARA et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 19 octobre 2010.

Le 30 janvier 2009, Monsieur introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après « *la loi du 5 mai 2006* ».

Par une décision du 12 février 2010, expédiée par courrier recommandé le 25 février 2010, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, entre-temps en charge du dossier, ci-après « *le ministre* », rejeta la demande de Monsieur

En date du 19 mars 2010, Monsieur ... saisit le tribunal administratif d'un recours tendant à la réformation de la décision ministérielle précitée du 12 février 2010, par laquelle il s'était vu refuser la reconnaissance d'un statut de protection internationale, et à l'annulation de la décision du même jour, incluse dans le même document, portant à son égard l'ordre de quitter le territoire.

A l'appui de sa requête, Monsieur ... exposa avoir été de confession musulmane, qu'il serait devenu athée par la suite et qu'il n'aurait jamais accepté le régime politique en Iran, étant donné qu'il n'y aurait jamais pu exercer sa liberté de pensée. Il précisa qu'il se serait senti continuellement persécuté en Iran par un régime tyrannique et oppresseur en raison de ses opinions politiques et que les lois et règlements de son pays d'origine seraient inspirés par des principes religieux non conformes aux droits de l'homme. Monsieur ... estima que son récit démontrerait clairement que dans son pays d'origine, il aurait fait l'objet de violations graves et répétées des droits de l'homme au sens de l'article 31 (1) et (2) de la loi du 5 mai 2006. Finalement, il renvoya encore à la situation générale en République islamique de l'Iran et se référa dans ce contexte à des articles de presse pour affirmer que des agents des services de renseignement seraient présents partout en Iran, que les autorités étatiques contrôlèrent le peuple iranien et le priveraient des droits les plus élémentaires et que des écoutes téléphoniques seraient effectuées de façon fréquente. Le demandeur invoqua encore le rapport publié par l'organisation Amnesty International sur l'Iran en 2009 pour illustrer que les droits de l'homme y seraient systématiquement violés.

Par jugement du 21 juillet 2010, le tribunal administratif déclara le recours non fondé sous son double volet.

Concernant les affirmations de Monsieur ... d'être athée et ne pas pouvoir l'affirmer ouvertement en Iran ni de pouvoir supporter le régime politique en place, ainsi que la référence à la situation générale en Iran, le tribunal retint en premier lieu que si cette situation était préoccupante, il ne s'ensuivait toutefois pas que tout Iranien mécontent du régime courait un risque de persécution et devait de ce seul fait se voir attribuer une protection internationale, mais qu'il y avait lieu de procéder à une analyse individuelle de la situation particulière et des craintes de persécutions invoquées par chaque demandeur de protection internationale. Le tribunal constata ensuite que le demandeur n'avait été victime d'aucun acte de persécution ou incident concret en Iran et que s'il faisait état d'un « *ras-le-bol* » face au régime en Iran, il ressortait cependant de ses déclarations qu'il n'avait pas fait état ouvertement de ses opinions politiques ou de ses convictions religieuses, mais qu'il s'était déclaré athée et n'avait exprimé son mécontentement du régime politique qu'envers un cercle restreint d'amis, de sorte qu'aucun élément du dossier ne permettait d'établir concrètement que les autorités iraniennes auraient eu connaissance de ses opinions politiques ou religieuses et qu'il serait actuellement recherché ou persécuté dans son pays d'origine en raison de ses opinions. Les premiers

juges arrivèrent partant à la conclusion que le demandeur n'avait subi aucun acte de persécution concret, que ni ses opinions politiques, ni ses convictions religieuses n'étaient connues par les autorités iraniennes et que les craintes de persécution qu'il invoquait ne se fondaient pas sur des éléments concrets, mais essentiellement sur des événements éventuels et futurs.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus d'octroi de la protection subsidiaire à Monsieur ..., le tribunal constata que celui-ci n'avait pas attaqué ce volet de la décision par des moyens spécifiques autres que ceux à la base de sa demande de reconnaissance du statut de réfugié, et qu'au vu des conclusions dégagées au sujet de ladite demande, les risques invoqués de subir des traitements inhumains en cas de retour en Iran n'étaient pas suffisamment sérieux et avérés pour justifier l'octroi d'un statut de protection subsidiaire.

Finalement, le tribunal rejeta encore le recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire contenu dans la décision ministérielle de rejet de la protection internationale.

Par requête déposée le 20 août 2010 au greffe de la Cour administrative, Monsieur ... a relevé appel du jugement du 21 juillet 2010.

Dans son mémoire en réponse du 1^{er} septembre 2010, le délégué du gouvernement relève que « *le jugement entrepris n'est pas versé avec les pièces invoquées par l'appelant et se rapporte à la sagesse de votre Cour quant aux conséquences de cette omission* ».

Cependant, d'après l'article 41 (3) de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives « *le dossier de la première instance, contenant copies des pièces versées en première instance ainsi que du jugement du tribunal, est versé à la Cour par le tribunal* », de sorte qu'il n'appartient pas à une partie appelante, contrairement à l'opinion du représentant étatique, de verser, au moment de relever appel, le jugement entrepris sous peine d'irrecevabilité de son appel.

Le moyen afférent est partant à rejeter.

L'appel ayant pour le surplus été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

Pour ce qui est des rétroactes de l'affaire, la Cour renvoie au jugement entrepris qui contient notamment un exposé exhaustif des circonstances de fait de la cause, dont une reproduction *in extenso* de la motivation de la décision ministérielle litigieuse.

Après un réexposé de son vécu et des motifs à la base de sa demande de protection, l'appelant reproche en substance aux premiers juges d'avoir fait une mauvaise appréciation de la gravité des persécutions par lui subies et des risques d'y être exposé à nouveau, vu sous l'angle des articles 26 (3), 26 (5) et 31 de la loi du 5 mai 2006. Plus particulièrement, il donne à considérer qu'il serait devenu athée depuis plus de 6 ans en raison d'un rejet de la religion islamique et que la moindre contestation en Iran serait sévèrement réprimée « *jusqu'à la peine capitale* ». Dans ce contexte, l'appelant invoque

encore la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Finalement, il se réfère encore à la situation politique actuelle en Iran qui priverait le peuple iranien de ses droits les plus élémentaires, surtout par l'omniprésence des agents du service de renseignement des Gardiens de la Révolution et par l'installation d'un centre complet de renseignement permettant d'intercepter « *des communications orales, les échanges de SMS et le trafic internet* ».

Le délégué du gouvernement se rallie aux conclusions du tribunal dans le jugement dont appel, tout en se référant aux pièces versées en première instance.

Sur le vu des faits de la cause qui sont les mêmes que ceux soumis aux juges de première instance, la Cour arrive à la conclusion que les premiers juges les ont appréciés à leur juste valeur et en ont tiré des conclusions juridiques exactes.

En effet, le tribunal est à rejoindre dans sa conclusion que Monsieur ... n'a à ce jour été victime d'aucun acte de persécution ou incident concret en Iran et que le simple fait de se déclarer athée ne suffit pas pour établir le bien-fondé d'une demande de protection internationale.

S'il est compréhensible qu'une personne athée éprouve des difficultés à vivre dans une société où la religion est omniprésente, il ressort cependant des propres déclarations de Monsieur ... que celui-ci a quitté son pays d'origine en raison d'un sentiment de lassitude par rapport à l'atmosphère régnant en Iran. Ainsi, à la question des raisons qui l'ont amené à quitter son pays d'origine, celui-ci a répondu « *j'étais saturé, je ne sais pas comment vous expliquer mais j'en avais ras le bol, je ne pouvais plus supporter le régime, la religion imposée, l'atmosphère. (...) Si j'étais resté, j'aurais pu travailler, car j'avais un travail mais je ne pouvais plus y rester car ma vie serait devenue un perpétuel mensonge* » (page 7/13 du rapport d'audition).

Il y a lieu de rappeler dans ce contexte que, d'une manière générale, en vertu de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et de la loi du 5 mai 2006, le statut de réfugié est à accorder aux personnes qui craignent avec raison d'être persécutées et qui ne peuvent ou, du fait de cette crainte, ne veulent pas se réclamer de la protection de leur pays d'origine. Ces actes doivent être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, sinon constituer une accumulation de diverses mesures conduisant au même résultat.

La Cour est dès lors amenée à retenir que les craintes mises en avant par l'appelant sont purement hypothétiques et que celui-ci n'a pas établi un état de persécution vécu ou une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève, de sorte que c'est à bon droit que le tribunal a rejeté la demande en obtention du statut de réfugié de Monsieur

En second lieu, en ce qui concerne l'octroi d'une mesure de protection subsidiaire, il y a encore lieu de rejoindre les premiers juges en ce qu'ils ont mis en exergue que l'actuel

appellant n'a pas établi risquer la peine de mort ou l'exécution, ni d'être soumis à la torture ou à des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants en cas de retour dans son pays d'origine et qu'il n'est par ailleurs pas établi qu'il risquerait de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre sa vie en sa qualité de personne civile en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

Enfin, l'ordre de quitter le territoire étant envisagé uniquement, d'après les dispositions de l'article 19 § 1^{er} de la loi du 5 mai 2006, comme une conséquence automatique du refus de protection internationale à entrevoir en l'occurrence sous son double aspect du statut de réfugié et de la protection subsidiaire, c'est encore à juste titre que les premiers juges ont débouté l'appellant de son recours y afférent.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'appel dirigé contre le jugement du 21 juillet 2010 est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel recevable ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

partant, confirme le jugement du 21 juillet 2010 ;

condamne l'appellant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,
Henri CAMPILL, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 24 décembre 2015
Le greffier de la Cour administrative